

# Le Gouverneur Simpson refuse une demande de *recall* et destitue le Lieutenant-Gouverneur élu

Coup de tonnerre dans la sphère politique de l'État, alors qu'une procédure avait été engagée pour demander son *recall*, soit sur la tenue d'un référendum sur son maintien dans ses fonctions, le Gouverneur Simpson a opposé un refus catégorique aux demandants, exposant qu'une autre procédure était en cours. Dans la foulée, Walter Simpson aurait demandé la démission de Matthew Smith, élu dans la soirée.

Derek Marshall pour Country News

Publié le 9 janvier 2023 à 00h15 · 🕒 Lecture 2 min.



---

Depuis ce vendredi 6 décembre, une procédure de *recall* avait été initiée au sein de l'État par la création d'une pétition comme le demande la législation en vigueur à San Andreas. Nécessitant le soutien de 30 citoyens de l'État pour engager le *recall*, il a fallu attendre ce dimanche pour que les signatures

requisies soient récoltées, et que la demande de *recall* soit officiellement formulée au Gouverneur Simpson.

En effet, cette procédure fait apparemment suite à la volonté annoncée du Gouverneur de remettre en cause le droit à l'avortement au sein de l'État. Dans un contexte de tensions et d'opposition forte à son égard, il semble que l'atteinte à ce droit auquel nos concitoyens sont particulièrement attachés a eu l'effet d'une goutte d'eau faisant déborder un vase. De fait, alors même que Mattew Smith venait, dans la soirée, d'être élu Lieutenant-Gouverneur de l'État de San Andreas, récoltant 57% des suffrages exprimés, la pétition a été transmise au Bureau du Gouverneur, exigeant la tenue du référendum de *recall*.

Stupeur cependant chez les opposants au Gouverneur quand celui-ci a opposé un refus catégorique de prendre en considération la demande, invoquant l'existence d'une procédure existante tout en refusant d'en dévoiler l'auteur ou le fond. Walter Simpson a alors exprimé clairement que, selon lui, rien ne l'empêchait de refuser une telle demande si une autre procédure est actuellement en cours. Cependant, en portant un œil attentif à la législation en vigueur, il est exprimé que : *"Si 30 citoyens signent une pétition, un référendum est organisé afin de savoir si le gouverneur est maintenu dans ses fonctions"*, sans mentionner en aucune façon la possibilité d'une interruption par l'existence d'une quelconque autre procédure existante. Alors, il semblerait que le refus opposé par le Gouverneur se révèle fondamentalement illégal, le référendum devant être tenu dès lors que la pétition est légalement signée par 30 citoyens de l'État.

Autre rebondissement, suite à la signature de ladite pétition par le Lieutenant-Gouverneur élu Mattew Smith, le Gouverneur Simpson, conformément à ses compétences, a disposé de la destitution du Lieutenant-Gouverneur à peine élu, de nouvelles élections devront donc être convoquées à nouveau dans les prochaines semaines.

Tandis que le Gouverneur Simpson a annoncé l'arrivée d'une grande réforme pour le mercredi 11. Alors que cette procédure de *recall* a été refusée visiblement sans base légale par le chef de l'État de San Andreas, et que les menaces à son encontre se font plus nombreuses à mesure que sa mandature avance, il semble désormais clair que nous vivons une période de troubles qui semble - sauf rebondissement - partie pour durer.